

**Conseil des ministres -  
Investissements d'avenir pour les  
universités de rang mondial**  
(Paris, 08 mars 2017)

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ont présenté une communication relative aux investissements d'avenir pour les universités de rang mondial.

Depuis 2010, le Parlement a voté un total de 57 milliards d'euros consacrés à trois programmes successifs d'investissement d'avenir, dont plus de la moitié de crédits réservés au profit de l'enseignement supérieur, de la recherche et du transfert de l'innovation.

Initiée par une politique ministérielle de regroupement des établissements par site voulue par la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, l'émergence de pôles universitaires et de recherche de taille nationale et internationale a été considérablement renforcée par l'action volontariste du programme d'investissements d'avenir.

Sélectionnés par un jury international, 18 sites ont jusqu'ici reçu et conservé un label d'excellence, 9 Initiatives d'Excellence-IDEX, et 9 Initiatives Science / Innovation / Territoires / Économie ( I-SITE ). Les sites de Strasbourg, Aix-Marseille et Bordeaux sont définitivement labellisés IDEX. Saclay, PSL et Sorbonne Université doivent encore obtenir confirmation de ce label. Grenoble, Nice et, tout récemment Lyon, complètent ce choix. Ces IDEX ont vocation à se positionner comme universités pluridisciplinaires de rang mondial.

Quant aux 9 I-SITE retenues, positionnées sur un nombre plus limité de thématiques, elles concernent en 2016 les établissements de Lorraine, Bourgogne/Franche-Comté, et en février 2017 ceux de Lille, Montpellier, Clermont-Ferrand, Nantes, Paris-Est, Paris-Seine et Pau.

À l'issue de parcours de sélection très compétitifs, des universités et des organismes de recherche, appuyés le plus souvent par des collectivités territoriales et des entreprises, ont su bâtir des projets communs, qui valorisent leurs points forts et s'appuient sur une gouvernance plus intégrée de toutes les composantes du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche français.

La construction de ces universités de rang mondial est un enjeu essentiel dans une mondialisation où l'économie de la connaissance est devenue l'un des critères de la compétitivité d'un pays. Elle s'effectue non pas en concurrence, mais dans une nécessaire complémentarité avec le développement des autres sites, avec lesquels elles partagent une même volonté de prendre place dans une compétition mondiale./.